

## CA du 08/06/2020 chez Nadette

**Présents** : Michèle Sourgens, Mylène Maramotti, Dany Daubon, Nadette Manciet, Sabine Collet, Michel Bonnet, Pascale Lassère, Marie-lise et Philippe Castets.

**Excusés** : Jean François Dupeyron, François Maramotti.

### BILAN :

- **Marché** du mercredi matin 3 juin, sur la place de Morcenx. Exposition et vente des produits artisanaux de Fo Gninta au profit de Caïfa. Recette : 216 € ; on envisage de renouveler ces ventes courant juillet.

#### - **Des nouvelles de nos amis du Burkina :**

\* réouverture de l'École des Amis du Monde, le 1er juin pour les classes d'examen, le 1<sup>er</sup> septembre et non le 1<sup>er</sup> octobre pour les autres élèves (voir pj)

les pj figurent à la suite

\* Soutien : reprendre rapidement contact avec les parrains

\* commande de boggolans confirmée : préfinancement de 400 € environ à effectuer dès que possible (achat par préfinancement à effectuer à Ouagadougou auprès de l'artisan créateur Sougouri / vente sur les marchés à réaliser au profit de l'École des Amis du Monde)

\* fonctionnement actuel de Caïfa ; vous pouvez consulter la page Fo Gninta

<https://www.facebook.com/pg/association.fo.gninta/posts/>

#### - **Parrains et adhérents : on fait le point**

\* A ce jour, 18 adhérents et 16 parrains pour l'année scolaire 2020/2021. Nous décidons d'adresser au plus tôt le 1<sup>er</sup> appel à adhésions ET parrainages.

\* lecture des messages d'encouragement et de soutien à l'École des Amis du Monde à Ouagadougou : un très grand merci !

\* 2 personnes d'un café associatif de la région de St Étienne (42), Magali et Christian, se proposent d'accompagner financièrement 13 enfants orphelins déplacés, accueillis actuellement par la famille Yogo et scolarisés à l'École des Amis du Monde. Nous sommes en contact avec eux.

#### - **Les Droits de l'Homme :**

Rencontre prévue entre des membres du Collectif de défense des Droits de l'Homme 40 et la Préfète des Landes, le 18 juin à 10h30. Sujets à l'ordre du jour (voir en pj)

- **Le site de Terre Active** : certains thèmes doivent être actualisés après débat et accord du CA

Vie de l'asso : vignette environnement

Diagramme : à faire et à transmettre

International : EDM : ajouter lettres aux parrains 2020 - CAIFA : à actualiser

Consom'action - Circuits courts (sigle SIVAM BIO à modifier) nos engagements à discuter ; artisans du monde, verger de Péchire...

Actions citoyennes (dh40 - ACC40 - TAFTA/CETA - évasion fiscale) à discuter et à actualiser aussi

+ Autres propositions ...

## **PERSPECTIVES**

\* Quelles réflexions et actions mener tous ensemble après la période que nous venons de traverser et qui a montré notamment :

- la pertinence des circuits courts, de la consommation de produits locaux,
- l'importance des services publics
- l'urgence d'une réflexion commune sur la défense de l'environnement, entre autres....

### **\* La 5 G**

Il est beaucoup question de **la 5G dont le déploiement va s'accélérer** parmi les courriers qui nous sont adressés. En novembre 2019, les Amis de la Terre ont signé l'Appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace, intitulé "La 5G ou l'exposition sans consentement éclairé"

<https://www.amisdelaterre.be/la-5g-ou-l-exposition-sans-consentement-eclairer>

Vous pouvez lire l'appel international demandant l'arrêt du déploiement de la 5G sur Terre et dans l'espace adressé à l'Organisation des Nations Unies, à l'OMS, à l'Union européenne, au Conseil de l'Europe et aux gouvernements de tous les pays avec le lien ci-dessous

[https://www.robindestoits.org/APPEL-INTERNATIONAL-demandant-l-arret-du-deploiement-de-la-5G-sur-terre-et-dans-l-espace\\_a2514.html](https://www.robindestoits.org/APPEL-INTERNATIONAL-demandant-l-arret-du-deploiement-de-la-5G-sur-terre-et-dans-l-espace_a2514.html)

ou signer la pétition sur le site suivant <https://www.5gspaceappeal.org/the-appeal/>

Pierre Boulet a envoyé des articles et une vidéo sur ce sujet.

Une information sur ce sujet paraît intéressante à diffuser sur notre site et auprès de nos adhérents

\* **soutien aux manifestations des soignants et de l'hôpital public** (Mont de Marsan ; Dax)

\* **La coordination citoyenne de Belin- Beliet « Touche pas à ma zone humide sollicite TA :**

L'annonce de l'installation d'un géant du e-commerce dans un entrepôt couvert de 7,4 ha sur la zone Sylva 21 à Belin-Beliet :

**La surface couverte 71 000 m<sup>2</sup>** = l'équivalent de 15 terrains de football .... couverts !! 19ha artificialisés au total...

A titre de comparaison : Cdiscount à Cestas (33) : 34 000 m<sup>2</sup>; le projet en cours d'Amazonie au Pont du Gard qui soulève la population est de 36 000 m<sup>2</sup> soit 2 fois moins !

<https://www.lebelinetois.fr/2020/06/16/à-l-aube-du-projet-prd-la-lutte-s-organise/>

- **Une coordination citoyenne** s'est donc créée ce lundi 15 juin "Touche pas à ma Zone humide, Coordination contre les géants du E-Commerce en Val de l'Eyre"

Suite à notre rencontre de lundi dernier, voici l'article publié sur [le Belinécois](#) et le lien vers la page [facebook](#)

Dans cette coordination, on trouve des citoyens, des assos (SEPANSO, Amis de la Terre 33, Courant Alternatif, ...)

Nous préparons donc désormais un argumentaire complet sur différents sujets du projet (Zone humide, impacts du projet sur le cadre de vie, impact économique, nature et réalité des emplois) et nous préparons des actions (juridiques, événements, ...) et sommes en recherche de compétences... Nous réfléchissons à nous retrouver Samedi 27 juin pour un pique-nique citoyen pour partager le sujet avec le plus grand nombre.

\* ALIMENTERRE 2020

Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) CFSI [\(voir en pj\)](#)

La programmation 2020 [\(voir en pj\)](#)

**Prochain CA, Lundi 6 Juillet 2020 à 17h00**

**chez Mylène et François Maramotti**

**40110 GARROSSE**

Le mer. 20 mai 2020 à 08:20, Yogo Z François <[zfranois@gmail.com](mailto:zfranois@gmail.com)> a écrit :

Bonjour tous les amis de Terre Active.

Nous voilà dans un autre monde et un petit virus nous a appris que nous ne sommes rien si nous ne changeons pas notre système de vie. Un virus invisible à l'œil nu nous a prouvé que le missile balistique, nucléaire le plus développé au monde ne pouvait l'empêcher de faire suspendre toutes les activités ...

Ce petit virus nous a fait fermer les lieux de cultes. Il a changé en un mot notre manière de vivre.

Papa n'embrasse plus ses enfants, les gens sont devenus distants.

Le virus nous a fait changer notre quotidien. Il a certes changé mais je me dis que ce que nous avons en commun doit être renforcé si je ne me trompe pas.

Et surtout la solidarité, le don de soi.

Sur ce, je relate point par point le Burkina Faso avant, pendant et à l'heure où je vous écris, au temps du virus.

Avant Pâques nous nous préparions à entrer en congés à compter du 20 mars.

C'est ainsi que le 9 mars la nouvelle est tombée, un couple Burkinabè, un pasteur et son épouse ayant séjourné en France sont rentrés mais ils étaient infectés par le virus.

Automatiquement nous avons vu le sort de nos congés scellé.

Au lieu du 20 mars nous sommes rentrés en congé le 14 mars. La reprise des cours qui était prévue pour le 1er avril a été reportée pour le 11 avril puis le 24, le 28 et finalement le 1er juin est retenu pour les classes d'examens et une date ultérieure pour les classes intermédiaires.

Nous avons à notre niveau épuisé les 2/3 du programme et il nous restait 45 jours de cours.

Pour ce qui est du programme de cours, même sans avoir repris, nous pouvons nous rattraper à la rentrée 2020-2021 avant d'entamer l'année scolaire.

Par rapport à la maladie proprement dite, elle nous a permis de savoir qui sont nos autorités, qui est capable et pourquoi.

Ce que nous, population, applaudissons pour ce virus, c'est le fait que toutes les voies (aériennes, terrestres, maritimes) étaient paralysées.

Nos dirigeants ne pouvaient quitter les hôpitaux qui nous sont réservés, à nous, pauvres populations, pour rejoindre les hôpitaux de Londres, de Paris, de New-York, de Dubaï etc.

Au sein de la population, les habitudes ont changé.

Ceux qui se lavaient les mains à peine chaque jour, se lavent les mains plusieurs fois par jour, on ne peut plus avoir accès à un lieu public sans un masque, nous ne nous serrons plus les mains depuis l'apparition du virus.

Une distance est exigée entre nous.

La chose la plus difficile que nous avons vécu c'est la quarantaine et le confinement.

La quarantaine a été pour moi un fait très marquant.

Du fait de la quarantaine je n'ai pas pu assister mon neveu qui était pour moi comme un fils, il était malade à Dori à 200kms de Ouaga et a rendu l'âme le 4 mars 2020 à 19 ans.

Le confinement a apporté pour ceux qui sont soucieux des autres, des idées à partir desquelles on ne pouvait dormir.

Ceux qui vivaient au jour le jour sont subitement devenus des mendiants.

Je partageais mon plat avec des gens.

Aussi la fermeture des marchés a créé d'énormes difficultés dans les familles.

La police, avec le couvre-feu et la fermeture des marchés, rencontrait pendant les patrouilles des gens qui dévalisaient des boutiques.

Vu que c'était devenu insoutenable, l'état a été obligé

d'alléger les conditions car la tension de révolte commençait à monter.

Voilà comment nous avons vécu le moment où le virus causait la fureur à Ouaga.

Présentement les autorités semblent maîtriser la gestion de la situation.

Le Burkina Faso est l'un des pays qui connaît le plus de difficultés au monde.

Pays enclavé et occupé à l'est au nord au nord-est et au centre nord par les djihadistes.

Ouaga a reçu plus de 500 000 déplacés internes.

Ainsi l'école accueille, en plus des 120 orphelins que Terre Active prend en charge, 37 enfants de déplacés internes dont les parents ont été enlevés et exécutés par les djihadistes.

En plus de leur assurer l'école, je suis obligé à des moments donnés, d'envoyer des vivres à la maman qui a parfois, en plus de ses enfants, des enfants des voisins enlevés et exécutés.

Dans cette situation, j'ai quotidiennement une dame d'environ 30 ans avec 13 enfants dont le plus âgé a 13 ans. Sans logement je les reçois quand y a la pluie, chez moi, en famille.

Pour cette raison des amis de la région de St Etienne sont entrain de chercher des voies et moyens pour me venir en aide afin de pouvoir les loger, les nourrir, les habiller, en attendant la rentrée scolaire 2020-2021 pour m'occuper de leur école.

Voici mon vécu quotidien.

L'état pour la reprise, nous a promis du savon, des masques, du gel hydro alcoolique, des récipients pour laver les mains devant chaque classe.

Hier, après l'appel de l'Inspection générale, nous sommes allés prendre le matériel.

À notre grand étonnement, on nous a remis 45 boules des savons, des masques pour les élèves mais ils ont décidé que le gel et les récipients appelés « lave-mains » seront à la charge des fondateurs pour les écoles privées et de l'association des parents d'élèves pour les écoles publiques.

Or, les congés étant brusqués, les parents d'élèves qui n'avaient pas fini de payer ne le feront plus, et même s'ils voulaient le faire, ils n'ont pas les moyens ni d'acheter le gel ni de régler les frais de scolarité.

## Festival Alimen'Terre 2020

### Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao)

<https://www.cfsi.asso.fr/thematique/innover-face-a-crise-acting-for-life-benin-burkina-faso-et-togo>

### Innover face à la crise avec Acting for Life au Bénin, au Burkina Faso et au Togo



Le programme **Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest** (Pafao), porté par le CFSI et la **Fondation de France**, soutient plusieurs initiatives d'**Acting For Life**, partenaire des organisations ouest-africaines **Hortitechs**, la **Confédération paysanne du Faso** (CPF) et **Oadel** qui travaillent en faveur de l'agriculture familiale au Bénin, au Burkina Faso et au Togo.

Alors que dans ces trois pays, l'agriculture contribue à hauteur d'environ 35 % du PIB et emploie au moins deux tiers de la population active (80 % pour le Burkina Faso), cette activité ne protège les paysans ni de l'insécurité alimentaire ni de la pauvreté. Le manque de politiques de soutien, la faible valorisation des produits locaux et la concurrence des produits alimentaires importés à bas prix constituent un frein au développement des productions locales.

L'objectif de cet accompagnement est de donner les moyens aux exploitations familiales de trouver des débouchés de vente réguliers. Créé il y a plus de 40 ans par du personnel d'**Air France**, **Acting for Life** travaille avec le groupe **Servair**, première entreprise française de restauration aérienne et de nettoyage cabine. Cette dernière s'est proposée comme acheteur principal auprès des producteurs de fruits et légumes et des transformateurs (de riz, jus de fruits, etc.), accompagnés par les organisations **Oadel** au Togo, **Hortitechs Développement** au Bénin et CPF au Burkina Faso. Ce partenariat permet de distribuer des plats préparés à partir de produits locaux auprès d'entreprises, compagnies aériennes, bars-restaurants et cantines scolaires.

**La crise Covid-19 vient bouleverser les projets en cours. Avec la fermeture soudaine des écoles, des entreprises, des hôtels et des restaurants, Estelle Dandoy d'Acting For Life témoigne d'une situation difficile. Malgré cela, les partenaires locaux s'adaptent et innovent pour trouver d'autres canaux de distribution.**

« Si les conditions de production ne sont pas encore affectées par la crise, la commercialisation l'est beaucoup plus. Certains débouchés commerciaux sont littéralement bloqués, à l'instar des nombreux marchés, entreprises, hôtels et restaurants fermés. Plus spécifiquement, sur les projets que nous suivons, la commercialisation des denrées agricoles est arrêtée auprès des communes qui approvisionnent normalement les écoles au Burkina Faso (ces dernières étant fermées), des entreprises telles que Servair (fortement liée au transport aérien) ou du restaurant universitaire de Lomé, ou encore de certains maquis (restaurants de rue) qui préparent habituellement les repas pour les ateliers et séminaires (les regroupements étant interdits). »

**La crise peut aussi représenter une opportunité économique pour les exploitations familiales et les transformateurs de proximité. À l'heure où de nombreux marchés ferment, les ventes, en circuits courts, sur commandes et à domicile, peuvent se développer.**

« Au Bénin, par exemple, une application " Bénin Restoo " a été créée pour développer la vente de plats préparés à domicile. Acting For Life accompagne ainsi l'**Amap Bénin**, notamment à travers la création de nouveaux outils marketing, afin que les produits locaux gagnent de nouvelles parts de marché et que les habitudes d'achats changent (incitation à l'achat local).

Au Burkina Faso, les organisations de producteurs que nous accompagnons dans la région des Cascades avec la CPF, ne pouvant plus écouler leurs produits dans les cantines scolaires, ont mis en place un groupe WhatsApp pour se faire connaître des autres acheteurs publics (maisons d'arrêt, hôpitaux) et écouler leurs produits. »

**Le 15 juin 2020, nous célébrons la Journée mondiale contre la faim.** La crise du Covid-19 aggrave une situation déjà structurellement difficile pour l'agriculture familiale. Il est plus que jamais nécessaire de défendre ces systèmes agricoles et alimentaires qui privilégient des produits locaux, durables, en circuits courts et qui permettent aux producteurs et transformateurs de vivre dignement de leur travail, tout en assurant aux consommateurs une alimentation saine et de qualité. Soutenez les actions du CFSI, [faites un don](#).

## Collectif Landais des Droits Humains : audience du 18 juin 2020 avec la Préfète

### Présents :

- Mme La Préfète , Mme Cécile Bigot.Dekeyser
- Monsieur Hourmat , Directeur de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ( DDCSPP)
- Mme Nadine Bourgeois chargée des questions migratoires à la Préfecture des Landes.

### Délégation CLDH :

- Valérie El Bakkali. (Mrap)
- Roland Ramis (LDH)
- Dany Daubon (Terre Active)
- Daniel Salhorgne (Mouvement de la Paix/ Mrap )
- Michou Chusseau (Amnesty)

Et présentation des autres assos du Collectif : CCFD Terre Solidaire, AFL du Marsan (asso des familles laïques), Asso dacquoise « Un toit, une école , des papiers »

Présentation rapide (Michou) du Collectif créé depuis 2015, lors de la réinstallation des familles syriennes dans les landes. Notre valeur de base : affirmer qu'un accueil solidaire est possible en France. Mission de plaider envers la population en vue de déconstruire les préjugés, donner une information objective au plus près des faits sur les politiques migratoires en France, en Europe. Interpellation des élus. Vigilance et suivi dans le département de l'accueil des réfugiés. RdVs avec les décideurs, Préfecture et Conseil Départemental pour les MNA (Mineurs non accompagnés). Réelle solidarité dans les Landes exprimée au quotidien et révélée lors des manifestations, États Généraux des Migrations, Caravane de MdM à Tarnos en passant par Dax...

Nous sommes tous engagés au plus près des personnes réfugiées, nous les connaissons, ici , presque tous accueillent dans leur maison, nous entendons leurs difficultés, et apportons ici, nos constats ...

Aujourd'hui, nous attendons, ils attendent des réponses concrètes pour un accueil digne.

### Présentation par la Préfète de la situation dans le Département :

Ce qu'il faut retenir :

- « **en 4 ans, on a multiplié par 4 l'effectif des réfugiés dans les différentes structures mises en place dans le département, à savoir 286 places dans les deux CADA de Mont de Marsan et de Dax, 109 places dans les CAO de Mont de Marsan et Aire sur Adour, et 45 places en CPH, à Mont de Marsan pour l'accompagnement des réfugiés qui ont obtenu le droit d'asile (recherche de logement, insertion dans le travail...) »**

**CLDH** - « Pour nous ce qui prédomine, c'est l'intégration et moins de technocratie. »...

Mr Hourmat présente un projet pour un dispositif d'intégration qui va se mettre en place avec un Comité de pilotage, qui réunit l'ensemble des acteurs autour d'axes spécifiques :

- apprentissage de la langue (choix des PEP, Amicale laïque)
- accès au logement : nous avons obtenu que les réfugiés soient prioritaires auprès des bailleurs sociaux.
- accès à l'emploi : métiers agricoles ( ANEFA), du bâtiment et de la restauration. A la ville de Dax, Mr Breton assure la coordination de l'intégration.
- Lien avec le Conseil départemental : 200 000 euros versés au conseil D pour le logement des MNA .
- Stratégie concernant la pauvreté : aide à la sortie de la majorité pour les jeunes relevant de l'ASE.

Comité de pilotage à venir pour l'intégration, on ne peut que s'en féliciter, mais à la condition d'avoir obtenu un statut de réfugié.

### Michou :

- « *Donc, ici, aujourd'hui, c'est avant, en amont que nous voulons des réponses. Sans cartes de séjour, pas de possibilité de pouvoir bénéficier de ce dispositif d'intégration.* »

### Valérie :

- « *Pour ce qui est des MNA, actuellement le Conseil départemental suit 320 jeunes, dont .... ? mis à l'abri, dans un hôtel en attente d'une prise en charge + 110 en contrat jeune majeur dont 70% sont guinéens. - Mme la Préfète écrit et fait répéter les chiffres... - le souci récurrent, c'est la délivrance des titres de séjour par la Préfecture, ceci est donc de votre responsabilité.* »

### Mme la Préfète :

- « *une carte de séjour, ça se mérite* » !!!

**V** - « *puis difficultés avec le Département qui vous écrit et qui ne reçoit pas de réponses...* »

Mr Hourmat développe les bonnes relations de la Préfecture avec le Département...

**V** - « *Le jeune doit affronter un vrai parcours du combattant avec une attente sans fin, d'abord pour être accueilli par le Conseil D, empreintes à la Préfecture, évaluation de sa minorité, vérification de ses papiers par la PAF, puis le Procureur prononce le placement, direction le juge des enfants qui confie le jeune à l'ASE. Le jeune, en attendant sa majorité fait alors ses preuves à l'école, en apprentissage et dans les différents clubs sportifs. Tout semble pour le mieux, avec des appréciations positives... A la majorité, la Préfecture délivre un récépissé dans l'attente d'une carte de séjour qui enfin, donnera droit au logement, au travail, la « fameuse intégration », les récépissés ne sont pas considérés comme des « faire valoir ». Et alors là on assiste à une véritable maltraitance administrative, oui... Les récépissés sont renouvelés de mois en mois, jusqu'à 2 ans pour certains. Et quand enfin, le jeune va chercher sa*



carte de séjour, **on lui redemande de fournir les documents déjà adressés, et il se retrouve à la case départ...** (exemple cette semaine avec une altercation auprès de Mme Saridjan). **C'est pour les guinéens que la situation est la plus compliquée** : on leur oppose la fiabilité des papiers de leur pays d'origine. »

**Valérie** lit alors un mail édifiant envoyé par l'Ambassade de Guinée : « La fiabilité de l'État Civil Guinéen est proche de zéro. Il est donc possible que le titulaire ait menti sur son âge à la DCPAF (PAF de Guinée). De plus, le statut des MNA est parfaitement connu dans le pays et la recherche de minorité entraîne une corruption massive, les fonctionnaires guinéens utilisant d'ailleurs l'acronyme MNA... »

**Mme Bourgeois :**

- « Est-ce que cela concerne uniquement les guinéens qui ont des difficultés ? »

- Non, et en plus cela concerne des demandeurs d'asile adultes, des familles autres que les MNA.

- Pourtant, notre volonté c'est de « tirer au maximum vers le haut » pour mener chacun à un but positif », le répète plusieurs fois, ainsi que la Préfète

**V** - Il y a le pb des récépissés qui s'éternisent mais aussi la confiscation des papiers d'origine, à l'accueil même de la Préfecture

**la Préfète** - « Je ne suis pas d'accord pour la confiscation, on ne confisque pas, on contrôle. Je ne me laisserai pas dire que les agents de la Préfecture ne font pas leur travail. »

**Dany** explique qu'il s'agit bien de confiscation, cela s'est passé devant elle à l'accueil de la Préfecture, et que les papiers n'ont jamais été rendus...

**Mme la Préfète :**

- « on ne peut pas nier qu'il y a des pbs »

- « oui, mais alors, si vous considérez que les états civils ne sont pas valables, comment fait-on ? »

- « **c'est un cercle vicieux, sans fin** » dit elle ...

- et alors ?

- « je ne peux pas accorder un titre de séjour sur des dossiers qui ne tiennent pas la route ... »

- et votre pouvoir discrétionnaire ????

- « je ne peux pas ouvrir à toutes les demandes... »

**Roland :**

- « **Au nom de l'Égalité et de la Fraternité**, devise de notre pacte républicain, il y a, c'est certain, des possibilités de le mettre en œuvre et une dignité humaine à respecter. Les jeunes et les personnes dont on parle ici, on les connaît, à notre niveau, ils sont dignes de confiance. ... « La LDH, dans un autre temps, avait engagé des procédures à l'encontre des services de la Préfecture qui avait été condamnée. Je ne pense pas qu'on va en arriver là. Oui ! Il nous manque de la concertation entre vos services et les associations : la France est trop souvent condamnée notamment par la cour Européenne des Dh, par le bureau des Dh de l'ONU et que dire des très nombreuses prises de décisions et avis, notamment en cette période de pandémie ? »

On constate dans le pays un intérêt nouveau du politique pour les droits des réfugiés, c'est aussi un certain enjeu économique pour le département comme pour le pays. Les jeunes se sont emparés de cet enjeu pour Adama Traoré et Georges Floyd, ils sont actuellement mobilisés pour leur avenir. Madame la Préfète, vous êtes « le patron » de ce département, **vous pouvez user de votre pouvoir discrétionnaire et suivre nos demandes**, car chaque jeune, chaque famille que nous accompagnons, nous les connaissons, nous nous portons « garants » **car ils nous ont prouvé leur insertion sociale**, nous ne soutiendrons jamais des délinquants, des faussaires ou autres coupables. »

**Michou :**

- « Ce qu'il y a de terrible, c'est que ces jeunes, ces personnes ont fait leur preuve ici, et que tout s'effondre, ne pouvez vous pas vous appuyer sur cet effort d'intégration pour délivrer une carte ? »

**Mme la Préfète réitère :**

- « je ne peux pas, je dois respecter la Loi... bon, il me faut une liste concrète de toutes ces personnes. Mme Bourgeois, vous étudiez leur dossier et on refait le point en septembre. »

**Mme la Préfète :**

- « à un niveau strictement personnel, ceux qui arrivent ici, sont les plus dégourdis, et ils pourraient rendre des services dans leur pays »

**Daniel :**

- « mais franchement, s'ils partent c'est qu'ils savent ne pouvoir rien changer dans leur pays.. »

**Dany :**

- « C'est vrai, une formation dans leur propre pays, permettrait de régler certains pbs sur place, c'est ce que nous soutenons au Burkina Faso. Il y a très peu de réfugiés burkinabés économiques, sauf si la situation politique empire... »

**Accueil en Préfecture** : Désormais, les accueils en préfecture ne se feront que sur RdVs...c'est une décision nationale. Nous allons établir des priorités, répertoriées sur le site...

**Daniel, Valérie :**

- « le risque d'attente prolongera d'autant plus la délivrance de papiers, il va falloir embaucher dans vos services ??? »

**Dany (final) :**

- « Les lois se défont et peuvent aussi se défaire... Les Droits de l'Homme nous réunissent et nous continuerons à les défendre, tel est notre engagement... Actuellement, nous, associations des DH, partageons avec les jeunes migrants, des situations de détresse humaine... Connaissant un peu les conditions qu'ils subissent, notamment, dans les pays d'Afrique de l'Ouest, pour beaucoup de jeunes qui ont quitté leur pays, c'est une profonde question de survie... Et, si nous étions capables de réponses adaptées, nous en sortirions tous grandis... »

**Mme la Préfète :**

- « envoyez vos listes et on se revoit en septembre.... De toutes les façons, les réponses, ce ne sera jamais assez. Merci »

**Daniel** propose que chacun donne son appréciation globale :

Pour Daniel, « La question des réfugiés n'est pas maîtrisée. Le suivi des étrangers est défaillant (manque de personnel, attitudes de certains fonctionnaires vis-à-vis des étrangers, loin d'être accueillantes. Les relations avec le Conseil D ne sont pas comme ils l'ont exprimé, si bonnes que cela, et La politique de l'État est ce qu'elle est. Ce qui me semble positif, c'est l'acceptation d'une rencontre pour nous écouter, la demande d'une liste des personnes concernées, (même si cela est un gros travail de collecte, l'engagement de nous revoir à la rentrée... »

Pour Michou, « l'audience malgré tout fût laborieuse avec notre insistance à plusieurs reprises ; quant au « pouvoir discrétionnaire » d'une Préfète, on ne se fait guère d'illusions : peu vont avoir ses faveurs, sur quels critères ?... Donc, une suite va s'imposer... et d'abord, bon courage à Valérie pour établir sa liste avec rigueur...

# L'édition AlimenTerre 2020



Dans le cadre du **festival ALIMENTERRE 2020** qui se tiendra du **15 octobre au 30 novembre 2020**, voici la liste des **8 films qui alimenteront les débats et réflexions sur nos systèmes alimentaires et leurs impacts à l'échelle mondiale**. Parmi les thématiques qui seront abordées : la place des femmes dans l'agriculture, le rôle des pêcheurs artisans dans la protection des océans, la mobilisation citoyenne et l'engagement des jeunes, la coopération internationale et les projets de développement agricole en Afrique de l'Ouest, les politiques agricoles et commerciales pour permettre aux agriculteurs de France et d'ailleurs de vivre dignement.

## **La programmation 2020** <https://www.cfsi.asso.fr/actu/festival-alimenterre-decouvrez-selection-2020>

- « **Pauvres poulets : géopolitique de l'oeuf** » *Film réalisé par Jens Niehuss et Simone Bogner / TVNTV GmbH / ARTE / 2018 / 75' / Français, anglais, allemand, polonais.*
- « **Océan 2 : la voix des invisibles** » *Film réalisé en 2018 par Mathilde Jounot, Portfoli Production, 53 minutes.*
- « **Femmes de la Terre** » *Film réalisé par Jean-Pierre Vedel en 2018 et produit par TGA PRODUCTION, 52 minutes.*
- « **Keka Wongan : notre cacao made in Ebolowa Cameroun** » *film coproduit par le Lycée Nantes Terre Atlantique et le Collège Régional d'Agriculture d'Ebolowa en 2019 et réalisé par la société Com Son Image, 45'55 minutes*
- « **Semer, Récolter, Résister (Sénégal)** » *Film réalisé par Marion Dualé et Ousmane Dary en 2019, co-production SOL-FONGS-Allumage Production, 43'32 minutes.*
- « **Chemins de travers** » *Film réalisé par Sébastien Majonchi en 2018 et produit par l'association ARPE, 81 minutes.*
- « **Recettes pour un monde meilleur** » *Film réalisé par Benoît Bringer en 2020 et produit par Premières Lignes Télévision, 70 minutes.*
- « **Le système alimentaire de Fès au Maroc** » *Film réalisé et produit par Anna Faucher, Louison Lançon, Alice Deshons de l'Association Let's Food en 2019, 29'17 minutes.*